



## Département de Seine-Saint-Denis

### Conseil Municipal

#### Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mars 2026

**Nombre de Conseillers : 33**

**L'an deux mille vingt-six, le 28 mars 2026, à 10h**

**Conseillers en exercice : 33**

Présents : 33

Pouvoirs : 0

Votants : 33

**Date de convocation : 24 mars 2026**

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par le M. le Maire sortant, s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle Omnisports - Espace Raymond-Mège, lieu de réunion retenu à titre exceptionnel, conformément à l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales sous la Présidence de Madame Sonia Beaufremez, en qualité de doyenne d'âge.

**Date d'affichage : 24 mars 2026**

La séance est ouverte, sous la Présidence de **Madame Sonia Beaufremez**, doyenne de l'assemblée, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales. Elle procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

#### **Étaient présents :**

Nicolas Rondepierre, Patricia Bizouerne, David Pereira, Nathalie Ribemont, Nicolas Cuadrado, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Patricia Djossouvi, Régis Lefèvre, Monique Marginier, Julien Bette, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Yael Azoulay, Josué Kwetukala, Paula Lapczuk, Pascal Guengant, Corinne Lorenzi, Didier Belot, Eulalie Haouam, Jean Calgagni, Isabelle Zerad, Gerard Lepont, Claire Gizard, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Thomas Vautrin

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.



Département Seine-Saint-Denis - Ville du Raincy

**DELIBÉRATION N°08/2026**

**OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

**Le Conseil municipal,**

**Entendu** l'exposé de M. Nicolas Rondepierre relatif à la délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2122-17, L. 2122-18, L 2122-19, L 2122-22 et L. 2122-23 ;

**Vu** le Code de la Commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;

**Vu** la délibération n°03-2026 du 21 mars 2026 portant élection du Maire ;

**Considérant** que le Maire de la ville du Raincy peut recevoir délégation du Conseil municipal afin d'être chargé, pour la durée du mandat, de prendre des décisions dans un certain nombre de matières ;

**Considérant** que cela favorise la bonne administration de la ville du Raincy,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

Le Conseil municipal donne à Monsieur le Maire Nicolas Rondepierre, en application de l'article L. 2122-22, une délégation permanente de fonction et de signature pour toute la durée du mandat à l'égard des missions énumérées dans le tableau ci-dessous :

N°	Matière déléguable	Précisions / plafonds - Le Raincy
1°	Affectation des propriétés communales aux services publics	Aucun plafond
2°	Tarifs de voirie, stationnement, dépôt sur domaine public	Dans les limites fixées par le CM
3°	Réalisation des emprunts et opérations financières	Dans les limites du CM ; cesse à l'ouverture de la campagne électorale
4°	Marchés publics, accords-cadres et avenants	Crédits inscrits au budget
5°	Contrats de location (bail)	Durée ≤ 12 ans
6°	Contrats d'assurance et acceptation des indemnités de sinistre	Aucun plafond
7°	Création, modification, suppression de régies comptables	Aucun plafond

8°	Concessions dans les cimetières (délivrance et reprise)	Aucun plafond
9°	Acceptation de dons et legs sans condition ni charge	Aucun plafond
10°	Aliénation de gré à gré de biens mobiliers	≤ 4 600 €
11°	Rémunérations d'avocats, notaires, huissiers, experts	Aucun plafond légal
12°	Offres aux expropriés	Dans la limite de l'estimation des domaines
13°	Création de classes dans les établissements scolaires	Aucun plafond
14°	Reprises d'alignement	Aucun plafond
15°	Exercice du droit de préemption urbain (DPU)	Conditions fixées par le CM ; subdélégation possible
16°	Actions en justice et transactions	Plafond : 1 000 € (communes < 50 000 hab.) - Dans les limites fixées par le CM
17°	Accidents impliquant des véhicules municipaux	Dans la limite fixée par le CM
18°	Avis sur opérations d'établissements publics fonciers locaux	Aucun plafond
19°	Conventions de participation aux ZAC et à la voirie	Aucun plafond
20°	Lignes de trésorerie	Montant maximum fixé par le CM
21°	DPU sur fonds artisanaux et fonds de commerce (art. L. 214-1 CU)	Conditions fixées par le CM
22°	Droit de priorité (art. L. 240-1 à L. 240-3 CU)	Conditions fixées par le CM
23°	Diagnostics d'archéologie préventive	Aucun plafond
24°	Renouvellement des adhésions aux associations	Aucun plafond
25°	Expropriation pour bois en zone de montagne	Aucun plafond
26°	Demandes de subventions	Dans les conditions fixées par le CM
27°	Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme pour biens municipaux	Dans les limites fixées par le CM
28°	Droit de priorité sur logements à usage d'habitation (loi 1975)	Aucun plafond
29°	Organisation de la participation du public par voie électronique	Aucun plafond
30°	Admission en non-valeur de titres de recettes irrécouvrables	Seuil fixé par délibération, dans la limite du décret

31°	Autorisation de mandats spéciaux aux élus et remboursement de frais	Aucun plafond
-----	---	---------------

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et Monsieur le Trésorier.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 28 mars 2026

Le maire de la ville du Raincy  
**Nicolas Rondepierre**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**



**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

